

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
22 juin 2017
Français
Original : anglais

Lettre datée du 20 juin 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre du Coordonnateur général du Haut Comité des négociations, Riad Hijab, datée du 8 juin 2017 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Peter **Wilson**



**Annexe à la lettre datée du 20 juin 2017 adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim
de la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Au nom du Haut Comité des négociations des forces de la révolution et de l'opposition syriennes, c'est avec une vive inquiétude que j'appelle votre attention sur la dernière intensification militaire à laquelle le régime d'Assad, ses alliés iraniens et leurs milices confessionnelles ont eu recours à Deraa, dans le sud de la Syrie.

Depuis le début du mois de juin, les forces du régime syrien ont, avec l'appui des milices iraniennes et sous couverture aérienne de leurs alliés, intensifié leurs attaques aveugles contre les civils sur l'ensemble du territoire syrien. La province de Deraa était en première ligne de cette offensive. En effet, des militants sur place indiquent que ces cinq derniers jours, le régime d'Assad a largué pas moins de 147 barils d'explosifs sur Deraa et ses environs, où il a en outre conduit 65 raids aériens et fait usage de 150 obus d'artillerie et de 160 engins explosifs improvisés propulsés par fusée. Lors de la dernière attaque qu'il a perpétrée contre des civils, le régime est parvenu, une fois de plus, à mener à bien sa stratégie militaire en toute impunité, avec le soutien de ses alliés. De fait, à la fin de la semaine passée, des effectifs supplémentaires issus des rangs du Hezbollah et d'autres milices soutenues par l'Iran ont intégré les forces du régime à Manchiyé et à Deraa el-Balad (province de Deraa) pour appuyer l'offensive.

Selon des informations du Réseau syrien des droits de l'homme, des dizaines de personnes ont péri en raison de l'intensification de la violence à laquelle recourt le régime. Le 1^{er} juin, l'explosion de deux engins posés par des forces du régime a entraîné la mort de 16 personnes sur la route reliant Kafr Chams à Aqraba (province de Deraa). Le même jour, des hélicoptères du régime ont largué des barils d'explosifs sur le camp de réfugiés de Deraa, tuant des civils, notamment des enfants. Le 5 juin, les frappes aériennes du régime et de ses alliés sur la ville de Tafas, à Deraa, ont entraîné la mort de 12 personnes, dont trois enfants. Le 4 juin, des avions de combat ont fait six morts parmi les civils dans différentes régions du pays, dont deux femmes dans la ville de Ghariyé el-Gharbiyé (province de Deraa).

La violence aveugle à laquelle s'adonne le régime à Deraa et sur l'ensemble du territoire syrien est non seulement contraire à de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité, notamment à ses résolutions [2139 \(2014\)](#), [2165 \(2014\)](#), [2191 \(2014\)](#), [2254 \(2015\)](#), [2258 \(2015\)](#) et [2332 \(2016\)](#), elle menace aussi la crédibilité des dispositions prises par la communauté internationale pour mettre fin aux violences, notamment par l'instauration de zones de désescalade, comme cela a été proposé récemment. L'offensive sur Deraa suscite également de vives préoccupations quant au rôle néfaste joué par l'Iran dans le cadre de l'accord sur les zones de désescalade : s'il n'est pas mis en œuvre de manière impartiale et crédible et si aucune sanction n'est imposée au régime et à ses alliés en cas de violation de ses dispositions, le Gouvernement continuera indéniablement d'imposer une solution militaire et d'entraver les efforts déployés par la communauté internationale pour appuyer la recherche d'une solution politique.

Par conséquent, le Haut Comité des négociations des forces de la révolution et de l'opposition syriennes demande au Conseil de sécurité :

- De créer un mécanisme chargé de surveiller, en toute impartialité, les zones de désescalade sur l'ensemble du territoire syrien et de faire en sorte que l'ONU

en assure la supervision, une telle responsabilité ne pouvant être confiée aux contrevenants à l'accord;

- D'empêcher que des attaques aveugles ne soient lancées contre des civils à l'avenir en imposant aux auteurs de ces attaques des sanctions crédibles;
- De garantir dès à présent l'établissement des responsabilités pour les violations du droit international commises, notamment de créer, dans le cadre de l'Assemblée générale, un tribunal spécial chargé de rendre la justice et d'établir les responsabilités en Syrie, de telles structures ayant déjà prouvé leur utilité le passé.

Le régime a démontré, à maintes reprises, qu'il ne se départirait pas de sa stratégie politique et qu'il ne prendrait pas sérieusement part aux négociations s'il n'y était pas contraint. Nous comptons sur les membres de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, ensemble et de manière unilatérale, pour guider la recherche d'une solution politique crédible. Cela passe tout d'abord par la protection des civils sur le terrain et l'exercice de votre influence sur le régime et ses alliés lors des pourparlers politiques à Genève. Le peuple syrien compte sur vous pour porter leurs aspirations dans la Syrie de demain.

Le Coordonnateur général
du Haut Comité des négociations
des forces de la révolution et de l'opposition syriennes,
(Signé) Riad **Hijab**